



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association A.F.E.E.P. Maubeuge Sambre

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Association A.F.E.E.P. Maubeuge Sambre

13 rue de la Croix - CS 50127 - 59602 MAUBEUGE CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association A.F.E.E.P. Maubeuge Sambre

13 rue de la Croix - CS 50127 - 59602 MAUBEUGE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'Association A.F.E.E.P. Maubeuge Sambre,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association A.F.E.E.P. Maubeuge Sambre relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Valenciennes, le 21 mars 2025

KPMG SA

Christophe Carlier

Associé

BILAN ACTIF

A.F.E.E.P. MAUBEUGE SAMBRE MAUBEUGE CEDEX

Nomenclature 2020 & PCG

Nomenclature 2020 & PCG

	ACTIF	EXERCICE N (selon ANC 2018-06)			EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Dotations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	41 363	41 363	-	3 699
	- Autres Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	41 363	41 363	-	3 699
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	721 118	336 806	384 312	383 775
	- Constructions	15 340 204	10 600 252	4 739 952	5 079 351
	- Installations techniques, matériel et outillage	2 351 861	2 242 188	109 673	105 272
	- Autres Immobilisation Corporelles	1 943 979	1 651 129	292 850	332 676
	- Immobilisations corporelles en cours	108 383	-	108 383	108 383
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 465 545	14 830 375	5 635 170	6 009 456
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	53 460	-	53 460	52 120
	- Prêts	54 597	-	54 597	59 408
	- Autres Immobilisations financières	192	-	192	75
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	108 249	-	108 249	111 603
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	20 615 157	14 871 738	5 743 419	6 124 758
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	-	-	-	-
	CREANCES :				
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	390 333	299 779	90 554	88 144
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	483 611	-	483 611	293 449
	TOTAL CREANCES	873 943	299 779	574 164	381 593
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0,00	-	-	-
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	2 922 653	-	2 922 653	2 862 342
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	124 764	-	124 764	103 634
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3 921 360	299 779	3 621 581	3 347 569
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	24 536 517	15 171 517	9 365 000	9 472 327

BILAN PASSIF

A.F.E.E.P. MAUBEUGE SAMBRE MAUBEUGE CEDEX

		Nomenclature 2020 & PCG	Nomenclature 2020 & PCG
PASSIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)	EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS S O C I A T I F S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	148 636	148 636
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	148 636	148 636
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUTION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	5 370 385	5 370 385
	Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	5 370 385	5 370 385
N O U V E A U	REPORT A NOUVEAU	567 402	897 332
	RESULTAT DE L'EXERCICE	-	-
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	5 982 059	6 086 423
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	959 859	1 029 329
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	6 941 918	7 115 751
	FONDS REPORTEES E DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONS REPORTEES ET DEDIES (II)	-	-
P R O V I S I O N	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	-	-
	Provisions pour charges	106 143	91 018
	TOTAL PROVISIONS (III)	106 143	91 018
D E T T E S	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	1 067 711	1 208 728
	Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	Avances et acomptes reçus	196 112	208 811
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	328 169	408 167
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	374 638	286 622
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	164 518	6 288
	Autres dettes	117 830	111 707
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	67 961	35 235
	TOTAL DETTES (IV)	2 316 939	2 265 558
	Ecart de conversion passif (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	9 365 000	9 472 327

COMPTE DE RESULTAT

A.F.E.E.P. MAUBEUGE SAMBRE MAUBEUGE CEDEX

01/09/2023 - 31/08/2024

Nomenclature 2020 & PCG Nomenclature 2020 & PCG

	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	45 822	48 146
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	3 234 471	2 869 319
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 272 175	2 243 845
Vers Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ress Ressources liées à la générosité du public	301	0
Dons manuels	301	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	5 569
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	233 173	197 016
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	75 114	18 836
TOTAL I	5 861 056	5 382 731
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	38 644	38 943
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 705 626	2 749 382
Aides financières	38	746
Impôts, taxes et versements assimilés	189 916	177 779
Salaires et traitements	1 630 375	1 484 988
Charges sociales	658 992	596 389
Dotations aux amortissements des immobilisations	786 808	817 119
Dotations aux provisions	15 125	2 410
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	101 045	23 197
TOTAL II	6 126 570	5 890 953
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-265 514	-508 222
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	1 355	3 562
Autres intérêts et produits assimilés	84 046	41 547
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	85 401	45 109
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	14 154	15 518
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	14 154	15 518
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	71 247	29 591
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-194 266	-478 631
PRODUITS EXCEPTIONNELS		

Sur opérations de gestion	1 360	26 790
Sur opérations en capital	115 869	132 821
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	117 230	159 611
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		
Sur opérations de gestion	6 823	10 911
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	6 823	10 911
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	110 407	148 700
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	20 504	0
Total des produits (I + III + V)	6 063 686	5 587 451
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 168 050	5 917 382
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	-104 364	-329 930

<u>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
<u>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
DE L'AFEFP MAUBEUGE SAMBRE
31 AOUT 2024**

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'OGEC
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Fonds propres
- 5) Subventions d'investissement
- 6) Provisions
- 7) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Ventilation du chiffre d'affaires
- 4) Evolution du personnel salarié de l'établissement
- 5) Rémunération des dirigeants
- 6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 7) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Engagements financiers
- 2) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABEAU I	Tableau des mouvements des immobilisations
TABEAU II	Tableau des mouvements des amortissements
TABEAU III	Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
TABEAU IV	Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
TABEAU V	Tableau de variation des fonds propres
TABEAU VI	Tableaux de suivi des subventions d'investissement
TABEAU VII	Tableau des mouvements des provisions
TABEAU VIII	Tableau de détail des concours publics et subventions

I. INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'OGEC :

L'AFEPP Maubeuge Sambre, association loi 1901, dont le siège est au 13 rue de la Croix – 59600 Maubeuge.

L'association a pour objet d'assurer, conformément aux dispositions législatives ou réglementaires, la fondation et l'entretien d'écoles catholiques reconnues comme telles par l'autorité canonique compétente ainsi que la gestion de tout ce qui de près ou de loin, directement ou indirectement, se rapporte à l'éducation et à l'enseignement.

Cet organisme de gestion regroupe l'ensemble scolaire Notre Dame de Grâce, l'école du Sacré Cœur d'Hautmont et le lycée privé Théophile Legrand de Louvroil.

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement primaire : école maternelle, élémentaire Enseignement secondaire : collège, lycée général, technologique, professionnel Enseignement supérieur : CPGE, BTS, etc. Formation initiale par apprentissage : UFA Centre de formation professionnelle continue	Restauration scolaire Etude surveillée Garderie ...

2) Faits marquants de l'exercice :

L'année scolaire 2023-2024 intègre la fermeture de l'école Notre Dame du Tilleul de Maubeuge.

Le rapprochement de l'UFA Notre Dame avec l'UFA Sainte Bernadette de Jeumont initié en 2022-2023 a créé le centre CPROJV avec l'ouverture d'un local à Maubeuge.

Le dispositif SIEG a été mis en place en septembre 2023.

3) Evènements postérieurs à la clôture :

Aucun événement n'est à souligner.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024.

2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Changements comptables :

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	30 à 40 ans	2.5 à 3.33%
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	20 à 30 ans	3.33 à 5 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6.66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Equipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Tout risque de non recouvrement des créances familles est provisionné en fonction des informations obtenues.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

3) Echéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

4) Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU V).

5) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VI). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par financeur.

6) Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VII).

- Engagements pris en matière de retraite :

L'indemnité de départ à la retraite du personnel OGEC est calculée sur la base d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'établissement à l'âge de la retraite en conformité avec la convention collective.

Les hypothèses retenues sont : l'âge de départ à 64 ans, un taux d'actualisation de 3.45% et un taux de revalorisation annuel de 3%.

Elle est entièrement comptabilisée en provision pour risques et charges.

7) Passifs éventuels :

- Subventions d'investissement assorties d'un droit de reprise : le droit de reprise de la collectivité correspond au montant des sommes non amorties lorsque les conditions prévues dans la convention ne sont plus respectées. Il n'y a plus de distinction au passif entre les subventions d'investissement avec droit de reprise ou sans droit de reprise.

Au 31/08/2024, les droits de reprise sont :

- Conseil Régional : 442 062 €
- Département : 10 469 €

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

L'OGEC collecte les cotisations de l'Apel auprès des familles et les lui reverse.

La comptabilisation des cotisations s'effectue lors de l'appel de cotisation dans un compte de tiers.

2) Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU VIII).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Précisions :

Depuis la modification du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif par le règlement ANC N°2022-02 du 11 mars 2022, la définition des concours publics figurant à l'article 142-9 a été revue, pour tenir compte des évolutions du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage :

Art. 142-9

Les concours publics sont des contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

3) Ventilation du chiffre d'affaires :

	<i>MONTANT EN MILLIERS D'EUROS</i>
<ul style="list-style-type: none">• <i>Contributions familiales</i>	<i>1 622</i>
<ul style="list-style-type: none">• <i>Restauration</i>	<i>525</i>
<ul style="list-style-type: none">• <i>Apprentissage</i>	<i>381</i>
<ul style="list-style-type: none">• <i>Formation continue</i>	<i>230</i>
<ul style="list-style-type: none">• <i>Activités diverses</i>	<i>522</i>
<i>TOTAL</i>	<i>3 280</i>

4) Evolution du personnel salarié de l'établissement :

<i>Années scolaires</i>	<i>2022/2023</i>	<i>2023/2024</i>
<i>Effectif</i>	66	72
<i>Dont Formateurs</i>	18	22

5) Rémunération des dirigeants :

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés sont le président, le trésorier et le chef d'établissement. La communication des rémunérations correspondantes reviendrait à donner une rémunération individuelle. De ce fait, cette information ne peut être donnée.

6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

Dans le cadre de l'application du principe de spécialisation des exercices comptables

- Produits et charges imputables à un autre exercice : produits constatés d'avance correspondent principalement aux soldes cantine (passif) et voyage ; et charges constatées d'avance concernent essentiellement des achats pour la rentrée scolaire (actif),
- Charges à payer liées aux sorties scolaires et produits à recevoir correspondent à des soldes de concours publics et formation par apprentissage et continue rattachés aux postes de dettes et de créances.

7) Charges et produits exceptionnels :

Pas de remarques particulières.

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Engagements financiers :

Emprunts à long terme

DURÉE	ORGANISMES	CAPITAL EMPRUNTE	Capital dû au 31/08/23	Déblocage emprunt pendant l'exercice	Remboursements pendant l'exercice	Capital dû au 31/08/24
15(2019-2034)	Caisse d'Epargne	1 250 000	949 870.74		79 455.92	870 414.82
7(2021-2028)	Caisse d'Epargne	400 000	253 423.00		57 065.54	196 357.46
	TOTAUX	2 150 000	1 203 293.74		136 521.46	1 066 772.28

2) Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes,
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état,
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel.

Dans la structure, aucune contribution significative n'a été identifiée pour être valorisée au pied du compte de résultat.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avec règlement ANC 2018-	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par fusion)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement							
	Frais de recherche et de développement							
	Donations temporaires d'usufruit							
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	46 212,57			4 849,48		41 363,09	
	Autres immobilisations incorporelles							
	Immobilisations incorporelles en cours							
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
	TOTAL I	46 212,57	-		4 849,48		41 363,09	
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	705 567,85	19 760,40		4 210,25		721 118,00	
	Constructions	8 393 201,77	136 705,68		16 334,29		8 513 573,16	
CORPORELLES	Sur sol propre	6 792 271,11	34 359,66		-		6 826 630,77	
	Sur sol d'autrui	2 428 636,21	45 178,80		121 953,96		2 351 861,05	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	403 224,07	12 792,90				416 016,97	
	Installations générales, agencements, aménagements	73 581,08					73 581,08	
	Matériel de transport	1 168 428,54	44 342,93		68 384,05		1 144 387,42	
	Autres immobilisations corporelles	295 964,52	14 029,26				309 993,78	
	Mobilier							
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses						-	
	Immobilisations corporelles en cours	108 382,98	-				108 382,98	
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						-	
FINANCIERES	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés						-	
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)	-						
	TOTAL II	20 369 258,13	307 169,63		210 882,55		20 465 545,21	
	Participations et créances rattachées	-					-	
	Autres titres immobilisés	52 120,00	1 340,00				53 460,00	
	Prêts et autres immobilisations financières	59 482,58	116,78		4 810,60		54 788,76	
	TOTAL III	111 602,58	1 456,78		4 810,60		108 248,76	
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	20 527 073,28	308 626,41		220 542,63		20 615 157,06	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	42 513,67	3 698,90	4 849,48		41 363,09	
	Autres immobilisations incorporelles						
	TOTAL I	42 513,67	3 698,90	4 849,48		41 363,09	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains	321 792,90	19 223,35	4 210,25		336 806,00	
	Constructions	6 305 252,86	238 576,15	16 334,29		6 527 494,72	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 785 277,90	273 758,81	-		4 059 036,71	
	Autres immobilisations corporelles	2 323 364,09	40 777,89	121 953,96		2 242 188,02	
	Installations générales, agencements, aménagements	269 727,40	21 342,63			291 070,03	
	Matériel de transport	44 793,42	12 227,03			57 020,45	
	Matériel de bureau et informatique	1 062 640,96	61 771,64	68 384,05		1 056 028,55	
	Mobilier	231 360,71	15 649,49			247 010,20	
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses					-	
	TOTAL II	14 344 210,24	683 326,99	210 882,55		14 816 654,68	
TOTAL GENERAL (I + II)		14 386 723,91	687 025,89	215 732,03	-	14 858 017,77	

TABEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :				-
	• Incorporelles				
	• Corporelles	15 591,42		1 871,15	13 720,27
	• Financières	-		-	-
	Stocks et en-cours				-
	Créances clients et usagers (familles, élèves)	337 712,33	99 782,22	137 715,61	299 778,94
	Autres créances				-
	Valeurs mobilières de placement				-
	TOTAL	353 303,75	99 782,22	139 586,76	313 499,21
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		99 782,22	139 586,76 -	

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	54 596,98	5 065,46	49 531,52
Autres créances	191,78		191,78
Sous-total créances de l'actif immobilisé	54 788,76	5 065,46	49 723,30
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	390 332,77	341 183,00	49 149,77
Créances reçues par legs et donations			
Créances sociales et fiscales	19 701,21	19 701,21	
Autres créances (à détailler si besoin)	463 909,36	463 909,36	
Sous-total créances de l'actif circulant	873 943,34	824 793,57	49 149,77
TOTAL CREANCES	928 732,10	829 859,03	98 873,07

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 067 710,50	138 826,53	473 864,98	455 018,99	
Emprunts et dettes financières divers					
Sous-total dettes financières	1 067 710,50	138 826,53	473 864,98	455 018,99	
Dettes fournisseurs	328 169,09	328 169,09			
Dettes des legs et donations					
Dettes fiscales et sociales	374 638,32	374 638,32			
Dettes sur immobilisations	164 518,21	164 518,21			
Autres dettes	313 941,86	257 910,00	56 031,86		
Sous-total autres dettes	1 181 267,48	1 125 235,62	56 031,86	-	
TOTAL DETTES	2 248 977,98	1 264 062,15	529 896,84	455 018,99	

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU V)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	148 635,93				148 635,93
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation					-
Réserves	5 370 384,62		-		5 370 384,62
Report à nouveau	897 332,44	-			567 402,01
Excédent ou déficit de l'exercice	329 930,43	329 930,43		104 363,52	-
Situation nette (sous-total)	6 086 422,56	-	-	104 363,52	5 982 059,04
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement	1 029 328,63		46 400,04	115 869,26	959 859,41
Provisions réglementées					-
TOTAL DES FONDS PROPRES	7 115 751,19		46 400,04	220 232,78	6 941 918,45

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VI)

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global après changement de méthode lié au règlement ANC 2018-06	Augmentations	Diminutions	Montant global
Montant nominal :				
TOTAL	3 912 974,50	46 400,04	390 994,99	3 568 379,55
Quotes-parts virées au résultat :				
TOTAL	- 2 883 645,87	- 115 869,26	390 994,99	- 2 608 520,14

2 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS	Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de l'exercice	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
Conseil Régional HDF	2 366 401	885 988	74 309	811 679
Département	183 378	90 285	7 615	82 670
Taxe apprentissage	997 419	43 281	-13 703	56 984
Autres	21 182	9 775	1 248	8 527
Total	3 568 380	1 029 329	69 470	959 859

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques	-				-
	Pensions et obligations similaires	91 018	15 125			106 143
	Gros entretien	-			-	-
	Autres provisions pour charges					-
	TOTAL	91 018	15 125	-	-	106 143
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		15 125			

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU VIII)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	17 048,16	9 646,31
Forfaits d'externat	2 208 486,32	2 168 670,83
<i>dont forfait Etat</i>	760 409,51	788 393,07
<i>dont forfait Région</i>	732 095,00	730 160,00
<i>dont forfait Département</i>	484 176,00	393 739,15
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	231 805,81	256 378,61
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	2 225 534,48	2 178 317,14
Subventions État	4 795,78	6 772,38
Subventions Régions	8 132,00	8 212,00
Subventions Départements	27 879,41	36 357,07
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation	5 833,03	14 186,72
<i>dont solde de la taxe d'apprentissage (affecté au fonctionnement)</i>	1 239,15	13 786,72
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>		
<i>dont autres subventions</i>	4 593,88	400,00
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	46 640,22	65 528,17
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 272 174,70	2 243 845,31